

3)

Monsieur le président,

Madagascar vit une crise politique ayant des conséquences dramatiques sans précédent sur la population. Près de 500'000 personnes sont victimes du chômage depuis le début de la crise. Malheureusement, l'autorité de faits continue de défier la Communauté Internationale et se focalise sur un agenda unilatéral contrairement à leurs engagements.

Depuis le 26 janvier 2009 plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort, sont portées disparues et sont victimes d'arrestation arbitraire sans qu'aucune enquête indépendante ne soit menée.

Je suis une des victimes de la police politique FIS. Comme plusieurs de mes collègues parlementaires, j'ai été arrêtée, battue, torturée, humiliée puis jetée en prison. Aujourd'hui, je porte des séquelles morales et physiques.

Dernièrement, la police politique FIS de l'autorité de fait, qui n'a aucun statut légal, a multiplié les arrestations arbitraires, la persécution de personnalités politiques, des religieux, des militaires et des journalistes.

Selon la presse locale et internationale:

- des milices armées de la HAT s'attaquent aux biens privés et font régner la terreur.
- des entreprises internationales sont complices des pillages des ressources naturelles.
- Les fonctionnaires ont entamé une grève pour dénoncer le pillage de biens publics.

Le 20 mai dernier, les forces de répression ont attaqué des gendarmes qui protégeaient une manifestation pacifique. Ils ont assassiné un pasteur, torturé un autre qui est actuellement dans un état critique. Plusieurs journalistes dont une femme sont détenues et dans une situation précaire. La radio Fahazavana est interdit d'émettre.

Selon le syndicat des magistrats, la justice est devenue un instrument politique et est utilisée uniquement pour éliminer les adversaires politiques.

Nous exhortons les Etats membres des nations unies à soutenir des solutions consensuelles et inclusives, seul gage d'une paix durable, et à s'aligner avec les résolutions de l'Union africaine.

Nous demandons la libération des détenus politiques sans conditions et des enquêtes indépendantes pour tous les crimes commis depuis le début de la crise et notamment ceux du 26 janvier et du 7 février 2009.

Merci Monsieur le Président